



DGCCRF : 21 mars, 6 avril : tous dans l'action !

TRACT SOLIDAIRES, CFDT, CGT ET FO

jeudi 21 mars 2013



Réunies le 19 février, les organisations syndicales de la DGCCRF SOLIDAIRES, CFDT, CGT et FO sont convaincues de la nécessité d'agir vite et fort pour :

- sortir les services déconcentrés des structures issues de la RGPP / RéATE.
- et imposer une organisation efficace pour le service public de protection économique des consommateurs.

Nous devons nous mettre en mouvement

A partir du 25 février : contact avec les parlementaires, information des consommateurs !

L'intersyndicale nationale va solliciter tous les groupes parlementaires pour des rendez-vous ainsi que tous les parlementaires faisant partie de la Commission Économie de l'Assemblée Nationale et du Sénat.

Au niveau local, interpellations des consommateurs sur la base du tract « consommateurs » qui vous sera également adressé la semaine prochaine. Distribuez-le aussi souvent que vous le pouvez.

Toutes les occasions sont bonnes ! Il faut faire parler de la DGCCRF, informer ! L'actualité relative au scandale « économique » est plus que propice pour convaincre l'opinion publique de la justesse de nos revendications.

Jeudi 21 mars : TOUS en grève !

4 ans, jour pour jour, après la manifestation du 21 mars 2009, c'est le moment de montrer que les agents de la DGCCRF sont toujours aussi unis et convaincus de la légitimité de leurs revendications.

Nous avons déjà réussi à convaincre à plusieurs niveaux que le service public de contrôle et de protection économiques des consommateurs ne peut plus continuer à être exercé ainsi. Continuons !

Plus nous serons nombreux à dire STOP à la RGPP / RÉATE, plus notre voix sera entendue !

Samedi 6 avril : Tous à la manifestation à Paris !

Cette grande journée doit être l'occasion de nous rassembler toutes et tous sur un même lieu pour montrer là aussi notre détermination.

Au programme : accueil en fin de matinée, mise en place de « stands » thématiques pour montrer aux consommateurs et aux media l'utilité sociale des contrôles de la DGCCRF et ce qui ne va plus aujourd'hui.

En début d'après-midi, grande manifestation à l'issue de laquelle une délégation devrait être reçue par un ministre.

* L'intersyndicale se réunira le 7 mars prochain pour finaliser le déroulement de l'action du 6 avril.

Si le scandale des lasagnes au cheval n'a pas été révélé plus tôt, c'est à cause de la « saignée » imposée aux effectifs de la répression des fraudes, dénonce Stéphane Rouzier, de la CGT.

Un appel intersyndical à la grève est lancé pour le 21 mars.

À la tête du syndicat CGT des services de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF), Stéphane Rouzier estime que son service n'a plus les moyens d'assurer sa mission de police économique.

Comment expliquer que la fraude, opérée en France, ait été détectée par des contrôles effectués au Royaume-Uni ?

Stéphane Rouzier

Cela montre d'abord que le système de contrôle actuel ne permet pas d'encadrer le marché économique européen ni de détecter les éventuelles fraudes qui en découlent. Autre explication, l'entreprise Spanghero est située dans l'Aude, un département où la répression des fraudes ne compte qu'un seul agent pour toute l'industrie alimentaire. C'est largement insuffisant, compte tenu du tissu économique du département.

D'où provient ce manque d'effectifs patent ?

Stéphane Rouzier

Nos effectifs ont connu une véritable saignée sous l'ère Sarkozy, réduits de 15 % en six ans, soit 560 emplois en moins. Un rapport récent relevait que de véritables contrôles ne peuvent plus être réalisés dans quarante départements. La révision générale des politiques publiques a aussi eu pour effet un éclatement de la DGCCRF en plusieurs structures, entraînant une très forte désorganisation des services.

Sur les deux dernières années, la baisse d'activité a atteint 20 %, bien plus importante encore que la réduction des effectifs (-8 %)... Moins d'agents sur le terrain, c'est moins de contrôles approfondis. Pour détecter la fraude chez Spanghero, une vérification de l'ensemble des factures d'achat et de vente des six derniers mois aurait été nécessaire. Mais nous n'avons plus de temps pour mener de telles enquêtes.

L'affaire touche maintenant Nestlé, et s'étend en Europe. Comment assurer la sécurité alimentaire ?

Stéphane Rouzier

Il faudrait mettre en place une réelle coordination européenne des services de police économique et sanitaire qui, dans chaque pays, doivent bénéficier de moyens suffisants. Ces dernières années, nos services ont été incités à faire de plus en plus de contrôles de routine, microbiologiques, plus simples et moins onéreux, et de moins en moins d'investigations complexes. Ce faisant, l'État préfère effectuer des contrôles sanitaires que d'exercer un véritable contrôle économique sur

l'ensemble des entreprises agroalimentaires. C'est pourtant le seul moyen d'éviter une fraude de nature économique comme celle de Spanghero, dont le but était la recherche d'un bénéfice indu.

Votre ministre de tutelle, Benoît Hamon, s'est dit favorable au renforcement des autocontrôles par les industriels. Qu'en pensez-vous ?

Stéphane Rouzier

L'affaire des lasagnes montre au contraire la faillite des systèmes d'autocontrôle. Ni Findus ni son sous-traitant Comigel n'ont été en capacité de détecter qu'il s'agissait de cheval. Leur renforcement ne peut tout résoudre. Qui va contrôler les autocontrôles des industriels ? Ce ne peut être la DGCCRF, qui doit sortir de la RGPP et être réunifiée. Dans ce but, nous appelons, avec l'intersyndicale (CGT, Solidaires, CFDT, FO), à une journée de grève, le jeudi 21 mars, et à une manifestation nationale des agents, le 6 avril, à Paris.

L'UFC réclame un étiquetage. L'UFC-Que choisir et la Fédération nationale bovine (FNB) demandent au gouvernement d'instaurer « sans délai » un étiquetage précis sur l'origine des ingrédients pour tous les produits à base de viande. « Au-delà de la fraude, l'affaire des plats préparés met en évidence les risques majeurs que font peser sur le système de traçabilité des produits transformés, l'opacité quant à l'origine de la viande, d'une part, et la baisse des contrôles officiels, d'autre part. » Un sondage publié début février par une autre association de consommateurs, la CLCV, montre que 71 % des Français jugent important de connaître l'origine précise des produits qu'ils consomment.

Article "Humanité"

Source : <http://www.cgtparis.fr>

Consulter l'article en ligne : DGCCRF : 21 mars, 6 avril : tous dans l'action !